

Introduction de Paul Mattick, février 1970, à l'édition allemande des 'Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes'*

Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung. — Kollektivarbeit der Gruppe Internationaler Kommunisten (Holland), 1930. Reprint Rüdiger Blankertz Verlag, Berlin, 1970. Einleitung von Paul Mattick, Februar 1970

Le travail collectif qui a pour titre *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes* parut en 1930. Ses auteurs, membres du Groupe des Communistes Internationalistes de Hollande (G.I.K.), se rattachaient au mouvement communiste des conseils.

Les conseils ouvriers avaient tait leur première apparition lors de la révolution russe de 1905. Selon Lénine, ils avaient déjà en puissance, dès cette époque, la possibilité de prendre le pouvoir politique, même si dans la réalité ils en étaient encore au stade de la révolution bourgeoise. Pour Trotsky, les conseils, à l'opposé des partis politiques, représentaient l'organisation du prolétariat par lui-même. Le hollandais Anton Pannekoek voyait dans le mouvement des conseils cette auto-organisation qui lui permettrait d'assurer sa domination de classe et son règne sur la production. La révolution de 1905 vaincue, les conseils disparurent, et avec eux tout intérêt pour cette nouvelle forme d'organisation partis politiques et syndicats traditionnels avaient de nouveau le champ libre au sein du mouvement ouvrier. La révolution russe de 1917 devait ramener les conseils au premier plan dans le mouvement ouvrier international, mais on ne les considérait plus comme une expression de l'organisation spontanée des ouvriers révolutionnaires, mais plutôt comme un moyen de lutte devenu nécessaire face à l'attitude contre-révolutionnaire de l'ancien mouvement ouvrier.

La première guerre mondiale et l'écroulement de la deuxième internationale marquant la fin de la première période du mouvement ouvrier. Ce qu'on pouvait déjà voir depuis assez longtemps, c'est-à-dire l'intégration du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise, devenait maintenant manifeste. Le mouvement ouvrier n'était plus un mouvement révolutionnaire, mais un mouvement d'ouvriers cherchant sa place au sein du capitalisme. Ce n'étaient pas seulement les dirigeants mais aussi les ouvriers qui avaient perdu toute volonté de détruire le capitalisme et qui par conséquent se contentaient de l'action syndicale au sein de ce système. Les possibilités limitées, laissées aux partis et aux syndicats au sein de la société bourgeoise, suffisaient et en fait correspondaient aux intérêts réels de la classe ouvrière. Et c'était tout ce qu'on pouvait espérer, car un capitalisme en développement continu exclut l'existence de tout mouvement révolutionnaire réel.

Mais la conception idyllique d'une évolution du capitalisme dans une harmonie des classes, qui était à la base du réformisme, ne put résister aux contradictions capitalistes qui se faisaient jour dans les crises et les guerres. L'idée révolutionnaire, qui, jusqu'alors, avait été l'apanage idéologique d'une minorité radicale au sein du mouvement ouvrier, atteignait les grandes masses

la guerre mettait à nu la nature réelle du capitalisme, et pas du capitalisme tout seul, mais aussi des organisations ouvrières qui s'y étaient développées. Celles-ci n'étaient plus aux mains des ouvriers elles ne se souciaient de ces derniers que dans la mesure où il fallait pour assurer l'existence, de leur bureaucratie. Les fonctions mêmes de ces organisations exigent le maintien du système capitaliste et c'est pourquoi elles ne peuvent éviter de s'opposer à toute lutte sérieuse contre ce système. Un mouvement révolutionnaire a donc besoin de formes d'organisation qui aillent au-delà du capitalisme, qui restaurent la direction perdue des ouvriers sur leur organisation et qui ne regroupent pas seulement une partie des ouvriers, mais les ouvriers en tant que classe.

Le mouvement des conseils fut une première tentative de construire des formes d'organisation adaptées à la révolution prolétarienne.

La révolution russe, comme la révolution allemande, trouva son expression organisationnelle dans le mouvement des conseils.

Mais ce mouvement dans les deux cas se montra incapable de conserver le pouvoir politique et de l'utiliser pour construire une économie socialiste. Si, en Russie, l'échec du mouvement des conseils est certainement dû au retard tant politique qu'économique de ce pays, celui du mouvement allemand résulte certainement de l'absence de volonté des masses ouvrières de construire le socialisme par des méthodes révolutionnaires. Pour ces ouvriers, cette construction était une tâche de gouvernement, et non une tâche des ouvriers eux-mêmes, et le mouvement des conseils décréta sa propre mort en rétablissant la démocratie bourgeoise.

Le parti bolchevik prit le pouvoir politique grâce au mot d'ordre " tout le pouvoir aux soviets " mais il n'en partageait pas moins la conviction social-démocrate que la réalisation du socialisme est affaire d'État et non des Conseils. Si en Allemagne aucune forme de socialisation ne se développa, en Russie l'État bolchevik abolit la propriété privée capitaliste, sans pour autant donner le droit de gestion aux ouvriers. Du point de vue de ceux-ci, le résultat en était un capitalisme d'État qui ne changeait en rien leur situation dans la société et qui continuait, et continue encore aujourd'hui, à leur réserver leur place d'exploités, même si c'était au bénéfice d'une nouvelle classe privilégiée en formation. Ainsi le socialisme ne pourrait se réaliser ni par l'action d'un État réformateur au sein de la démocratie bourgeoise, ni par le nouvel État bolchevik révolutionnaire.

Mais même abstraction faite de cette immaturité objective et subjective de la situation, les voies menant au socialisme restaient mal tracées. La théorie socialiste en général se bornait à la critique du capitalisme, à la détermination de la stratégie et de la tactique de la lutte de classe au sein de la société bourgeoise. Lorsqu'on discutait du socialisme lui-même, c'était pour estimer que les voies du socialisme étaient déjà inscrites dans le capitalisme. Marx, lui-même, n'avait laissé que quelques remarques de principe sur le caractère de la société socialiste il estimait en effet de peu d'intérêt d'essayer de faire des prédictions sur l'avenir au-delà de ce qui est déjà contenu dans le passé et le présent.

Mais, contrairement aux conceptions qui avaient eu cours jusque là, Marx n'avait pas manqué de souligner que le socialisme n'est pas l'affaire de l'état mais de la société. Selon lui, le socialisme, " association des producteurs libres et égaux " n'a besoin de "l'État ", c'est-à-dire de la " dictature du prolétariat ", que pour s'établir. Avec sa consolidation, la dictature du prolétariat en tant qu'État devra disparaître. La conception social-démocrate, réformiste comme révolutionnaire, identifiait contrôle d'État et contrôle social, si bien que le concept d'une " association des producteurs libres et égaux " perdait sa signification originelle. Cette conception ne considérait pas comme signes précurseurs du socialisme au sein du capitalisme une auto-organisation possible de la production et de la distribution par les producteurs eux-mêmes, mais les découvrait dans les tendances à la concentration et à la centralisation, qui trouveront leur aboutissement dans la domination de l'État sur l'économie tout entière. C'est cette conception du socialisme que partageait la bourgeoisie et cette conception qu'elle combattait et qu'elle réfutait, la considérant comme illusoire.

La fin d'un mouvement historique important comme celui des conseils ne veut pas dire pour autant qu'il ne peut pas réapparaître dans une nouvelle situation révolutionnaire. Sa défaite elle-même est pleine d'enseignements. La tâche des communistes de conseils après la défaite de la révolution, ce n'était pas de se livrer à la propagande pour le système des conseils, mais plutôt de tenter de mettre à jour les manques et les erreurs du mouvement. Une des faiblesses, et peut-être la plus importante, de celui-ci c'était le fait que les conseils n'avaient pas une conscience bien claire de leurs tâches dans l'organisation de la production et de la distribution socialistes. Les conseils ouvriers apparaissent tout d'abord au niveau de l'entreprise, et ce sont donc les entreprises qui doivent servir de point de départ à la coordination sociale et à la concentration de la vie économique, grâce auxquelles les producteurs pourront eux-mêmes disposer de leur propre production.

Les principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes furent la première tentative du mouvement des conseils d'Europe occidentale de s'attaquer au problème de la construction du socialisme, sur la base des conseils ouvriers.

Compte tenu des énormes obstacles qui se dressent sur le chemin de la révolution prolétarienne, cet ouvrage, qui traite essentiellement de comptabilité et de calcul économique dans la société communiste, peut, au premier abord, paraître étrange. Comme il est impossible de prévoir les difficultés politiques qui se poseront dans l'édification du socialisme, toute préoccupation à cet égard ne peut rester que spéculative. Il peut en effet être facile ou difficile de dépasser un système social donné ce dépassement dépend de circonstances qu'on ne peut guère prévoir. Pourtant les *Principes fondamentaux* ne s'attaquent pas au problème de l'organisation de la révolution elle-même, mais à celui de la phase qui la suit. On ne peut cependant pas prévoir l'état réel de l'économie après la révolution, et par conséquent il est impossible de construire d'avance des programmes de tâches à remplir réellement. Les nécessités de demain seront bien entendu le facteur déterminant. Ce que nous pouvons discuter à l'avance, ce sont les mesures à prendre, les instruments à utiliser

pour construire les rapports sociaux souhaités, c'est-à-dire dans le cas qui nous intéresse, les relations communistes entre les hommes.

Le problème théorique de la production et de la distribution communistes, a été posé sur le plan pratique de la révolution russe. Mais, dès le point de départ, la praxis se trouvait canalisée par cette conception d'un contrôle étatique centralisé que partageaient les deux branches de la social-démocratie. Toutes les discussions sur la réalisation du socialisme et du communisme, ne s'attaquaient jamais au vrai problème, c'est-à-dire celui du contrôle des ouvriers sur leur propre production. On se posait en fait comme question comment, par quels moyens, réaliser une économie centralisée et planifiée ? Selon la théorie marxienne, le socialisme ne doit connaître ni marché ni concurrence on en concluait donc que le socialisme devait être une sorte d'économie naturelle, dont production et distribution seraient réglées par un organisme central travaillant sur des statistiques. La critique bourgeoise se mit à critiquer cette conception, en affirmant qu'une économie rationnelle ne peut fonctionner sous de tels auspices, car la production et la distribution sociales exigent une mesure de la valeur telle que celle qui s'incarne dans les prix du marché.

Nous ne voulons pas ici déflorer la discussion de ce point de vue que font les auteurs des *Principes fondamentaux*, mais nous dirons seulement qu'ils recherchent la solution de ce problème, d'une nécessité du calcul économique, dans le temps de travail social moyen utilisé comme base et de la production et de la distribution. Ils envisagent en détail l'application pratique de cette méthode de calcul et la comptabilité publique qui en résulte. Comme il ne s'agit que d'un moyen pour obtenir un certain résultat, on ne peut le critiquer d'un simple point de vue logique. L'utilisation de ce moyen présuppose la volonté de construire une production et une distribution communistes. Ce préalable admis, rien ne peut s'opposer à l'application d'un tel moyen, même si on peut en imaginer d'autres utilisables dans le communisme.

Pour Marx, toute forme d'économie cherche à "épargner le temps". Distribution et répartition du travail social nécessaire à la réalisation des besoins de la production et de la consommation font du temps de travail l'unité de mesure de la production en système capitaliste, mais pas de la distribution. Les prix tels qu'ils existent dans le capitalisme, reposent sur la valeur liée au temps de travail. Ce n'est pas là une propriété individuelle d'une marchandise donnée, mais une propriété qui se rattache à la production sociale générale dans laquelle tous les prix ne peuvent refléter que la valeur générale de la production, liée au temps de travail. Les relations de production, c'est-à-dire d'exploitation, du capitalisme, qui sont en même temps des relations de marché, et l'accumulation du capital, motif et moteur de la production capitaliste, excluent tout échange de valeur équivalente liée au temps de travail. Pourtant la loi de la valeur domine l'économie capitaliste et son développement.

On pourrait à partir de là supposer que dans le socialisme la loi de la valeur jouerait encore et qu'il faudrait prendre en considération le temps de travail pour faire fonctionner l'économie de manière rationnelle. Mais ce n'est que dans les conditions capitalistes que le temps de travail

devient une ” valeur temps de travail “, dans ces conditions où la coordination sociale nécessaire de la production est abandonnée au marché et aux relations de propriété privée. Sans les relations capitalistes de marché, il n’y a pas de loi de la valeur, même si de toute façon le temps de travail doit être pris en considération pour adapter la production sociale aux besoins sociaux. C’est dans ce sens que les *Principes fondamentaux* parlent du temps de travail social moyen.

Les auteurs de cet ouvrage font remarquer que déjà avant eux on avait proposé que le temps de travail soit utilisé comme unité de mesure économique. Mais pour eux ces propositions n’allaient pas assez loin car elles en restaient à la production et ne s’intéressaient pas à la distribution et par là restaient liées au capitalisme. Dans leur conception, le temps de travail social moyen doit être utilisé aussi bien pour la production que pour la distribution. On se heurte cependant ici à une difficulté et à une faiblesse de ce type de calcul à partir du temps de travail. Marx les avait déjà rencontrées, et il n’avait pu les dépasser qu’en proposant la suppression du temps de travail dans le domaine de la distribution dès que serait réalisé le principe communiste ” de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins “.

Dans la [Critique du programme de Gotha](#), Marx explique qu’une distribution égale basée sur le temps de travail amène du même coup de nouvelles inégalités puisque les producteurs diffèrent les uns des autres par leurs capacités au travail et leurs relations privées certains font plus de travail que d’autres dans le même temps, certains ont des familles à entretenir, d’autres pas, si bien que l’inégalité de la distribution, basée sur le temps de travail, apparaît comme une inégalité dans les conditions de consommation. Marx écrit ainsi :

” A égalité de travail et par conséquent à égalité de participation au fonds social de consommation, l’un reçoit donc effectivement plus que l’autre, l’un est plus riche que l’autre, etc.... Pour éviter tous ces inconvénients, le droit devrait être non pas égal mais inégal ” (K. Marx, *Critique des programmes de Gotha et d’Erfurt*).

Mais bien que ” ces défauts soient inévitables dans la première phase de la société communiste ” (K. Marx, *idem*), Marx ne les considère pas pour autant comme un principe communiste. Quand les auteurs des *Principes fondamentaux* affirment que leur travail est une application conséquente du processus de pensée marxien, ce n’est vrai que dans la mesure où il s’agit des pensées de Marx qui se rapportent à une phase dans laquelle le principe d’échange domine encore, phase qui doit s’achever par l’avènement du socialisme.

Il allait de soi, selon Marx, que ” la répartition des objets de consommation n’est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de distribution elles-mêmes... Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d’aujourd’hui s’en suivra parallèlement “.

Les défauts d'une distribution, fondée sur le temps de travail, ne pouvait donc pas être dépassés par une séparation entre production et distribution le contrôle de la production par les producteurs sous-entend leur contrôle sur la distribution, tout comme la direction étatique de la distribution — c'est-à-dire la répartition par en haut — contient en elle-même le contrôle étatique de la production. Les auteurs des *Principes fondamentaux* ont raison d'insister sur le fait que les producteurs ont le droit de disposer de leur production, mais c'est une tout autre affaire d'affirmer que ce droit de disposition doit s'exercer par l'intermédiaire d'une distribution basée sur l'égalité des temps de travail.

Dans les pays capitalistes hautement développés, c'est-à-dire ceux dans lesquels une révolution socialiste est possible, les forces productives ont atteint un niveau suffisant pour produire en excès les objets de consommation. Quand on pense que plus de la moitié de toute la production capitaliste, et toutes les activités non productives qui y sont reliées — sans même tenir compte des moyens de production non utilisés — n'a rien à voir avec la consommation des hommes, mais n'a de "sens que par rapport à cette société capitaliste irrationnelle, il devient clair que dans les conditions, qui seront celles d'une économie communiste, il sera facile de produire un tel excès de biens de consommation que tout calcul de la participation individuelle deviendra inutile.

Mais la réalisation d'un tel excès de biens de consommation si elle existe potentiellement dès aujourd'hui, présuppose cependant une transformation complète de la production sociale qui doit être fondée sur les besoins réels des producteurs. La transformation, qui fera passer de la production de capital à une production orientée vers la satisfaction des besoins des hommes, apportera avec elle, à n'en pas douter, une transformation du développement industriel et technique, qui ne résultera pas uniquement de la destruction des rapports capitalistes et qui permettra d'assurer l'avenir toujours menacé de l'espèce humaine en général.

Sans doute les *Principes fondamentaux* insistent-ils avec raison sur le fait que la production sera gouvernée par la reproduction et sans doute le point de départ de la production communiste n'est-il rien d'autre que le point final de la production capitaliste, mais la nouvelle société exige quelque chose de plus elle a besoin d'une transformation adéquate des buts et des méthodes de production. Des mesures qui amèneront cette transformation devront être prises, et ce sont les résultats de ces mesures qui détermineront si la distribution sera faite sur la base de la participation à la production ou selon les besoins réels en perpétuelle évolution. Bien plus, il est tout à fait possible qu'une destruction partielle de la base de la production amenée par une lutte de classe liée aux changements sociaux, puisse interdire une distribution sur la base du temps de travail, sans pour autant interdire une distribution égale, par exemple sous la forme d'un rationnement. Cette distribution pourrait d'ailleurs être assurée par les ouvriers eux-mêmes, directement, sans passer par le truchement de la comptabilité en temps de travail. Les *Principes fondamentaux* partent, pour ainsi dire, d'un système communiste "normal", c'est-à-dire s'étant déjà imposé complètement et se reproduisant dans sa nouvelle structure. Si telles sont les conditions, une distribution fondée sur le temps de travail apparaît superflue.

Il faut d'autre part souligner que le " rapport exact entre producteurs et produits " qu'exigent les *Principes fondamentaux*, ne porte que sur la partie de la production qui correspond à la consommation publique et à la reproduction de la production sociale. Le processus de socialisation s'exprime par la diminution de la consommation individuelle et l'augmentation de la consommation publique, si bien que le développement communiste tendra de plus en plus à la suppression de la comptabilité en temps de travail dans la distribution. L'économie sans marché exige que les consommateurs s'organisent en communautés en liaison directe avec les organisations d'usines. C'est par l'intermédiaire de ces communautés que les désirs individuels de consommation et par conséquent la production pourront trouver une expression collective. C'est malheureusement cette partie des *Principes fondamentaux* qui est la moins développée, et c'est dommage car le capitalisme utilise, pour sa propre apologie, la prétendue liberté de l'économie de marché. Il est cependant tout à fait possible que les besoins de la consommation puissent être satisfaits sans l'intermédiaire du marché, et dans la société communiste ce le sera d'autant plus que les déformations, résultant d'une distribution liée à la structure de classe, exigées par le marché, auront été supprimées.

L'exigence d'une " comptabilité exacte " pour la production ne peut être satisfaite il ne s'agit en fait que d'une approximation, car le processus de reproduction et celui du travail est soumis à une transformation continue. La détermination du temps de travail social moyen, pour la production dans son ensemble, exige un certain temps et le résultat obtenu est déjà rendu caduc par l'état réel atteint par la production. " L'exactitude " se réfère à une étape passée et ceci est inévitable, même si on tente de réduire le décalage par l'utilisation des moyens modernes de calcul. Donc le temps de travail social moyen est soumis à des variations constantes. Mais cette inexactitude n'est pas un obstacle suffisant pour empêcher un calcul de la production et de la reproduction sociales, qu'elles soient simples ou élargies. Toutefois la situation réelle n'est plus celle sur laquelle on a effectué les calculs, et elle ne peut s'atteindre qu'en tenant compte d'une inadéquation. La comptabilité en temps de travail n'exige pas en fait un accord parfait entre le temps de travail de production obtenu par le calcul et le temps de travail social moyen réel de la production qui en est résulté. Il s'agit au contraire du besoin d'ordonner et de distribuer le travail social, et, de par sa nature même, cette opération ne peut être qu'approximative. En fait on n'a pas besoin de plus dans une société communiste.

Les auteurs des *Principes fondamentaux* veulent . organiser la production de sorte que "la relation exacte entre producteur et produit soit la base du processus de production sociale". Ils y voient le " problème central de la révolution prolétarienne ", car ce n'est qu'ainsi que l'on peut éviter la mise en place d'un appareil au-dessus des producteurs. Ce n'est que par la fixation de ce rapport producteur-produit qu'on arrivera à " se passer du travail des dirigeants et des administrateurs dans le domaine de la distribution des produits". Il est donc question ici de l'autodétermination de la distribution par les producteurs en tant que condition préalable, sine qua non, de la société sans classe. La détermination de cette relation exacte producteur-produit ne peut être que le résultat d'une révolution prolétarienne victorieuse, mettant en place le système des conseils, en tant qu'organisation de la société. Si c'est le cas, il se peut toutefois qu'il ne soit

pas nécessaire de régler le processus de production à partir de la distribution. On peut imaginer une distribution des biens de consommation, réglée ou non réglée, sans qu'il y ait apparition de nouvelles couches privilégiées. Par ailleurs, ce n'est pas parce qu'on suppose l'existence d'une norme de distribution que la construction d'une économie communiste s'en trouvera garantie d'une économie qui ne doit pas seulement être réglée à partir de la participation des producteurs au produit social, mais aussi à partir des conditions matérielles de la production sociale.

Dans le système capitaliste, ce n'est qu'apparemment que la production est réglée sur le marché. Sans doute celle-ci doit passer par le marché, mais ce dernier est déterminé par la production du capital. C'est la production de valeur d'échange et l'accumulation du capital qui sont à la base du processus de production. La valeur d'usage de ce qui est produit n'est qu'un moyen pour augmenter la valeur d'échange. Les besoins réels des producteurs ne peuvent être pris en considération que dans la mesure où ils coïncident avec les nécessités de l'accumulation. La production, en tant que production de plus-value, se règle automatiquement dans l'économie de marché à travers les relations de valeur d'échange cette dernière ne s'identifie à la valeur d'usage, que dans des cas fortuits. La société communiste produit pour les besoins, l'usage, et doit, par conséquent, adapter production et distribution aux besoins réels de la société. Pour pouvoir définir une norme de distribution de quelque type que ce soit, il faut, au préalable, que la production soit déjà contrôlée, en pleine conscience, par les hommes. La distribution procède de la production, même si celle-ci est déterminée par les besoins des consommateurs. L'organisation de la production exige beaucoup plus que la détermination exacte du rapport producteur-produit. Elle implique le contrôle des besoins de la société dans son ensemble, des capacités de production dans leur forme matérielle, ainsi que la distribution du travail social dans une forme appropriée.

Même avec le système des conseils, on ne pourra éviter d'édifier des institutions chargées de fournir une vue d'ensemble des nécessités et des possibilités de la société toute entière.

Les données ainsi obtenues doivent permettre de prendre des décisions qui ne sont pas accessibles aux organisations d'entreprises individuelles. La construction du système des conseils doit être telle qu'elle permette une régulation centrale de la production, sans que pour autant l'auto-détermination des producteurs en soit diminuée. Même au niveau de l'entreprise individuelle, les décisions des ouvriers seront transmises aux conseils pour exécution, sans qu'il y ait nécessairement pour autant domination des conseils sur les ouvriers. Dans un cadre plus large, atteignant celui de la production nationale, on peut prendre des mesures organisationnelles qui réalisent la fusion entre l'indépendance des institutions qui " coiffent " les entreprises et le contrôle des producteurs. Pourtant cette disparition de l'antinomie centraliste-fédéraliste, que recherchent les Principes fondamentaux, ne peut s'obtenir par le simple " enregistrement du processus économique par une comptabilité sociale générale " il sera très certainement nécessaire de créer des entreprises spécialisées, incorporées au système des conseils, et s'occupant des problèmes de structure de l'économie.

Le rejet par les Principes fondamentaux d'une administration centrale de la production et d'une distribution réglée par l'État découle des expériences faites en Russie or ces expériences ne reposent pas sur un système de conseils, mais sur le capitalisme d'État. Et, même dans ce dernier cas, production et distribution ne sont pas l'œuvre d'un organisme planificateur, mais de l'État qui se sert de ces organes comme moyen. C'est la dictature politique de l'appareil d'État sur les ouvriers, et non la planification de l'économie, qui a mené à une nouvelle exploitation, à laquelle peut, d'ailleurs, très bien participer l'administration de la planification. En l'absence de la dictature politique et de l'appareil d'État, les ouvriers n'auraient pas à se soumettre à l'administration centrale de la production et de la distribution.

Ainsi la première condition d'une production et d'une distribution communiste est l'absence d'un appareil d'État à côté ou au-dessus des conseils la fonction de l'État, c'est-à-dire la répression des tendances contre-révolutionnaires, doit être le fait des ouvriers eux-mêmes, organisés en conseils. Un parti, c'est-à-dire une partie de la classe ouvrière qui lutte pour le pouvoir, s'établit comme appareil d'État après la conquête de celui-ci il cherche alors à soumettre production et distribution à son contrôle, à étendre et perpétuer celui-ci pour maintenir sa position. Si s'établit un contrôle de la majorité par une minorité, alors l'exploitation continue. Le système des conseils ne peut donc tolérer un État à côté de lui, sans abandonner le pouvoir. Mais si un tel pouvoir d'État, séparé, n'existe pas, toute planification, toute distribution ne peut se faire que par le système des conseils. Les organes du plan deviennent eux-mêmes des entreprises, aux côtés des autres entreprises, et qui les rejoignent en une unité supérieure, au sein du système des conseils.

Il faut également mentionner que la classe ouvrière se modifie constamment, et d'abord dans sa composition. Les Principes fondamentaux partent d'un prolétariat industriel rassemblé dans des usines et classe essentielle de la société. Le système des conseils fondé sur les usines détermine la forme de la société et contraint les autres classes, par exemple les paysans indépendants, à s'incorporer dans le système économique. Au cours des quarante dernières années, la classe ouvrière, c'est-à-dire la couche des salariés, s'est évidemment accrue en nombre, mais, relativement à la masse de la population, la proportion des ouvriers d'usine a diminué. Une partie des employés travaille dans les usines aux côtés des ouvriers d'usine mais l'autre partie se trouve dans les secteurs de l'administration et de la distribution. La production devenant de plus en plus scientifique, il est possible de considérer les universités en partie comme des " usines ", car les forces productives issues de la science tendent à supplanter celles liées au travail direct. Si dans le capitalisme la plus-value ne peut être que du surtravail, et ceci quel que soit le niveau de la science, dans le communisme, la richesse sociale s'exprime non pas par une augmentation de travail, mais par une réduction constante du travail nécessaire, due au développement scientifique, maintenant libéré des entraves capitalistes. La production se socialise de façon continue par l'incorporation de masses toujours plus grandes dans le processus de production qui, maintenant, ne peut exister sans une relation et une interpénétration plus étroite de toutes les sortes de travail. Bref, le concept de classe ouvrière s'élargit – il comprend déjà aujourd'hui plus qu'il y a quarante ans. La division du travail, en perpétuelle évolution, contient déjà en elle-même une tendance à la disparition de la séparation entre les professions, entre travail manuel et intellectuel, entre atelier

et bureau, entre ouvriers et supérieurs un processus qui, par l'incorporation de tous les producteurs dans une production orientée vers une socialisation accrue, peut amener à un système de conseils qui, en fait, comprendrait toute la société et, par conséquent, mettrait fin à la domination de classe.

On peut partager la méfiance des Principes fondamentaux envers les dirigeants, spécialistes, scientifiques ” qui prétendent dominer la production et la distribution, sans pour autant méconnaître le fait qu'à part les dirigeants, les spécialistes tout comme les scientifiques, sont eux-mêmes des producteurs. C'est le système de conseils qui justement les rend égaux aux autres producteurs, qui leur retire leur situation particulière au sein du capitalisme. Mais des retours en arrière de la société sont toujours possibles, et il est clair que le système des conseils peut se désagréger. Si par exemple les producteurs se désintéressent de leur auto-détermination, il s'en suit un transfert des fonctions remplies par les conseils à des instances, à l'intérieur du système même, qui s'autonomisent par rapport aux producteurs. Les auteurs des Principes fondamentaux pensent pouvoir éviter ce danger grâce à une ” nouvelle forme de comptabilité de la production, fondement général de toute la production “. Mais cette nouvelle comptabilité doit tout d'abord être introduite et il se peut que les effets qu'on en espère puissent être détruits par toute une suite de modifications. Selon la conception des auteurs des *Principes fondamentaux*, il suffirait d'introduire cette nouvelle comptabilité pour résoudre le problème. Ils s'opposent à la pratique normale du capitalisme d'État, c'est-à-dire ” la direction par certaines personnes “, et ils prétendent pouvoir l'éviter ” à travers le processus concret de la production ” dont le contrôle sera assuré par la distribution.

C'est donc le nouveau système de production et de distribution qui garantit, par lui-même, le caractère communiste de la société mais dans la réalité le processus de production est toujours réalisé par des individus. Dans le système capitaliste, il existe aussi un ” processus concret de la production “, c'est celui des lois du marché, auxquelles tous les individus sont soumis. Ici le système domine les hommes. La nature fétichiste du système ne fait que cacher les relations sociales réelles l'exploitation de l'homme par l'homme. Derrière les catégories économiques se trouvent les classes et les individus. Là où le fétichisme du système est percé à jour apparaît la lutte ouverte des classes et des individus. Le communisme est, sans doute, également un système social, mais il ne se trouve pas au-dessus des hommes, car il est directement créé par eux. Il n'a pas de vie propre ni de volonté à laquelle les individus doivent inévitablement se plier ” le processus concret de la production ” y est déterminé par les individus, ou plutôt par les individus groupés en conseils.

Les quelques remarques que nous venons de faire, doivent suffire pour faire ressortir que les *Principes fondamentaux*, ne proposent pas un programme achevé ; il s'agit d'un premier essai pour comprendre un peu mieux le problème de la production et de la distribution communistes.

Les *Principes fondamentaux* traitent d'une situation sociale encore dans le futur, même aujourd'hui, mais ils n'en sont pas moins un document historique permettant de saisir le niveau de la

discussion dans le passé. Leurs auteurs s'attachent à discuter les questions de la socialisation qui s'étaient posées il y a un demi-siècle. Certains de leurs arguments ont depuis perdu une partie de leur actualité. La querelle entre économistes "naturalistes" et représentants de l'économie de marché, à laquelle les *Principes fondamentaux* prirent part, refusant l'une et l'autre, est terminée depuis longtemps. Le socialisme n'est plus, en général, conçu comme une nouvelle société, mais comme une modification du capitalisme. Les partisans de l'économie de marché parlent communément d'une économie de marché planifiée et ceux de l'économie planifiée utilisent l'économie de marché. La détermination de la production à partir de la valeur d'usage n'en exclut pas pour autant une distribution inégale des biens de consommation, par l'intermédiaire d'une manipulation des prix. Les "lois économiques" sont considérées comme indépendantes des structures sociales, et, tout au plus, se querelle-t-on sur la production la plus "économique" de "socialisme" et de "capitalisme".

Le "principe d'économie", c'est-à-dire le principe de la rationalité économique qui, prétend-on, est à la base de toutes les structures sociales et qu'on peut énoncer ainsi les buts économiques sont réalisés au moindre coût, n'est rien d'autre, en réalité, que le principe ordinaire du capitalisme, celui de la production de profit qui entraîne une extrémisation de l'exploitation. Le "principe d'économie" de la classe ouvrière n'est rien d'autre que la suppression de l'exploitation. C'est de ce "principe économique" que partent les *Principes fondamentaux*, et jusqu'à présent c'est le seul ouvrage qui s'en soit préoccupé. Négligeant l'exploitation, pourtant flagrante, des ouvriers dans les prétendus pays "socialistes", les bavardages académiques sur le socialisme dans les pays capitalistes, ne s'intéressent qu'au capitalisme d'État. La "propriété socialiste" des moyens de production est toujours comprise comme appropriation par l'État, distribution administrative des biens de consommation, avec ou sans marché, mais décidée par un organisme central. Tout comme dans le capitalisme classique, l'exploitation se trouve deux fois confirmée par la séparation des producteurs des moyens de production et par la monopolisation de la violence politique. Et là où les ouvriers se sont vu accorder ou ont obtenu une sorte de "droit de participation", le mécanisme du marché ajoute à l'exploitation de l'État, l'auto-exploitation.

Quelles que soient les faiblesses des *Principes fondamentaux* compte tenu de cette situation, ils restent, hier comme aujourd'hui, le point de départ de toute discussion sérieuse et de toute recherche sur la réalisation de la société communiste.

P.M., février 1970

* Les camarades d'Échange venant de mettre en ligne sur mondialisme.org la traduction-résumé du texte *Principes fondamentaux de la production et de la distribution communistes* du GIC hollandais (1930), voir l'introduction («Einleitung») de Paul Marick aux *Grundprinzipien*, in *Information et correspondance ouvrière* n°101, février 1971, du groupe IXX, avant qu'il ne disparaisse.